



REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple - Un But - Une Foi

Ministère de l'Hydraulique
et de l'Assainissement



Office National
de l'Assainissement
du Sénégal

ONAS
MAG

MARS-AVRIL 2018

L'Assainissement pour un meilleur cadre de vie.

PROJET CITE SOLEIL ET ENVIRONS

L'espoir renaît...



MONSIEUR KADER KONATE, DIRECTEUR DES ETUDES
ET DE LA PLANIFICATION

« **Le nouveau contexte exige
de nouvelles stratégies
d'intervention...** »





BULLETIN ONAS MAG



**SON EXCELLENCE,
MONSIEUR
MACKY SALL,
PRESIDENT
DE LA
REPUBLIQUE
DU SENEGAL**

« Plus qu'un slogan, les objectifs d'assainissement pour tous en 2030 seront une réalité vécue par nos populations dont l'amélioration des conditions de vie par un environnement décent est le premier indicateur de performances dans ce domaine et l'Afrique ne peut pas se permettre de rater ce deuxième objectif de 2030 »

SOURCE : discours de la cérémonie officielle d'ouverture de la quatrième conférence régionale sur l'hygiène et l'assainissement



**MONSIEUR
MANSOUR FAYE,
MINISTRE DE L'HYDRAULIQUE
ET DE L'ASSAINISSEMENT
DU SENEGAL**



« L'assainissement est devenu un enjeu de santé publique »

L'accès à l'assainissement aide à prévenir beaucoup de maladies. L'espace mal assaini augmente les risques de propagation des pathologies liées à l'insalubrité. « L'assainissement est devenu un enjeu de santé publique et un levier de promotion du bien-être social. Et cela est de plus en plus

bien compris en milieu urbain et rural à travers toutes les opérations de sensibilisation pour le changement de comportements portées par la Direction de l'Assainissement et l'ONAS », a souligné le Ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement, Monsieur Mansour FAYE.

*Extrait : du discours de la Revue Sectorielle Conjointe 2018.
(Date, le jeudi 12 avril 2018)*



SOMMAIRE

BULLETIN ONAS MAG

PAGE 5 EDITORIAL
ONAS : les pistes de l'excellence opérationnelle

RUBRIQUE : FORUM MONDIAL DE L'EAU

PAGES 6-7 MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE, MAHAMMED BOUN ABDALLAH DIONNE
« **La gestion concertée de l'eau est un impératif économique, social et environnemental** »
9^{ÈME} FORUM MONDIAL DE L'EAU
Le Sénégal s'engage à réussir le pari de l'organisation

RUBRIQUE MANAGEMENT

ACCES A L'EAU POTABLE ET A L'ASSAINISSEMENT
Le Sénégal se maintient sur la trajectoire de la performance
MONSIEUR KADER KONATE, DIRECTEUR DES ETUDES ET DE LA PLANIFICATION
« **Le nouveau contexte exige de nouvelles stratégies d'intervention et de planification des opérations** »
MONSIEUR SOULEYMANE FALL, CHEF DE DEPARTEMENT QUALITE SECURITE ENVIRONNEMENT
« **Le renouvellement de la certification ISO 9001 va consolider nos relations avec nos partenaires** »

DOSSIER

PROJET D'ASSAINISSEMENT DE LA CITE SOLEIL ET ENVIRONS
Un meilleur cadre de vie se dessine pour des milliers de Sénégalais DALIFORT
L'espoir renaît...
AMADOU NGONÉ FALL, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA FÉDÉRATION DES DÉLÉGUÉS DE QUARTIERS DE DALIFORT
« **Ceux qui avaient abandonné leur maison commencent à revenir** »
KADIDIATOU SY, HABITANTE DE DALIFORT
« **Dalifort est revenu de loin avec ces ouvrages en construction** »
CITES « EAUX ET FORETS » ET « MARINE »
Les ouvrages apportent une nouvelle couche de modernisation CITE SOLEIL
Les nouveaux ouvrages d'assainissement éloignent les tentations de vente des maisons CITE SOLEIL ET ENVIRONS
L'aube d'une nouvelle vie
IMPACTS DES ACTIVITES D'IEC
Plus de 94 % des ménages ont versé leurs frais de branchement à l'égout

RUBRIQUE FOCUS

PAGES 23-24 MODERNISATION DES CITES RELIGIEUSES
Une première, 9,3 milliards F CFA investis en si peu de temps à Touba pour libérer des milliers de personnes des inondations

RUBRIQUE ACTUALITÉ

PAGES 24-28 EVACUATION DES EAUX PLUVIALES ET DES EAUX USEES
Les nouveaux ouvrages transforment le cadre de vie aux Parcelles Assainies ASSAINISSEMENT
Le privé jouera un rôle moteur dans la chaîne de valeur de l'assainissement autonome ASSAINISSEMENT ET GESTION DES EAUX USEES A LOUGA
Les ouvrages de lutte contre les inondations livrés avant l'hivernage

RUBRIQUE SUR LE FIL DE L'ONAS

PAGES 29-31 TRAITEMENT DES EAUX USEES PAR LA SOBOA
L'ONAS salue la construction d'une usine d'un coût 1,3 milliard de francs CFA
JOURNEE MONDIALE DE LA FEMME
Les femmes de l'ONAS au chevet des malades de l'Institut Curie de l'Hôpital Aristide Le Dantec
JOURNEE MONDIALE DE L'EAU
Les femmes de l'ONAS célèbrent les bonnes pratiques à la Cité Bissap



DIRECTEUR DE PUBLICATION
MONSIEUR LANSANA GAGNY SAKHO
DIRECTEUR GENERAL ONAS

COMITE DE REDACTION
Ndèye Aminata FAYE NGALANE
Département de Communication et des Relations Publiques,

Pape Moussa BA
Mame Awa FALL NDIAYE,
Fatou Kiné SECK FAYE,
Astou DIOP TOUNKARA

CONCEPTION - REALISATION
Mondiale Traduction Services

ADRESSES

ONAS
Cité TP Som N°4 - BP 13428
Tél : 33 859 35 35
Fax : 33 832 35 31
Email : onas@onas.sn
Site web : www.onas.sn
facebook.com/www.onas.sn
twitter.com/onasSenegal



Editorial

ONAS : les pistes de l'excellence opérationnelle



PAR
LANSANA GAGNY SAKHO
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'ONAS

Team building : bâtir la confiance et canaliser les perceptions

L'Office National de l'Assainissement du Sénégal (ONAS) n'a d'autre choix que de s'engager dans une véritable réforme pour résoudre les problèmes structurels de l'assainissement... Les enjeux consistent à remettre en cause des équilibres antérieurs. Il ne s'agit pas d'imposer un changement dont le rapport coût/bénéfice pourrait être négatif... C'est dans ce cadre que rentrait l'atelier de Team building organisé avec l'encadrement intermédiaire de l'ONAS à Toubacouta.

Deux (2) journées de communion des esprits, suivies d'amélioration et de progrès. De la même façon qu'un médecin fait régulièrement le tour de ses patients, vérifier l'état de leur santé. « Un tour des employés » donne l'occasion de communiquer, d'établir des relations, de reconnaître les réussites, de se rendre compte de ce qui fonctionne bien et de ce qui doit être amélioré.

L'objectif majeur était d'une part replonger dans tout ce qu'un bon metteur en scène sait faire pour amener sa troupe de théâtre à bien saisir l'enjeu de la pièce et ce qu'il attend de ses acteurs et comédiens et d'autre part parler de la vision de l'ONAS, échanger, écouter, entendre les craintes à cette nouvelle mouture. Bref, **permettre à ce qui donnerait naissance à la turbulence d'être mieux canalisé vers une perception moins négative de cette inévitable réforme.**

La Direction des Ressources Humaines, pilier de notre organisation accompagnera cette démarche en fournissant les clés de la réussite : clarification du contexte dans lequel nous nous situons, développement de la relation de réciprocité et du sentiment d'appropriation. Ces deux journées ont permis de définir avec l'encadrement intermédiaire de l'ONAS les fondamentaux de cette démarche inclusive qui devrait permettre d'affronter avec sérénité et de façon positive l'avenir mais surtout de **bâtir la confiance avec toutes les parties prenantes.**

Implication du secteur privé & financement de l'assainissement

Croissance exponentielle des investissements, stagnation des ressources d'exploitation, niveau de technicité de plus en plus complexe des ouvrages : l'implication du secteur privé dans l'amélioration de la gestion des performances du sous-secteur de l'assainissement, au moyen d'un contrat de délégation rémunéré en fonction des résultats de l'opérateur est devenue une option incontournable pour d'une part assurer la durabilité des ouvrages et d'autre part offrir aux usagers un service de qualité.

Cette option entre en droite ligne avec l'axe 1 du Plan Sénégal Emergent (PSE) qui souligne l'importance du partenariat public-privé. D'ailleurs, comme énoncé par son Excellence le Président de la République Macky SALL lors du Forum sur le financement des projets de type partenariats public-privé tenu en 2014 : « L'Etat à lui seul ne peut réaliser l'émergence, il en crée les conditions par des politiques publiques cohérentes et un environnement des affaires propice à l'investissement privé. C'est pourquoi nous avons associé le secteur privé dans la conception du Plan Sénégal Emergent (PSE). Il (le secteur privé) demeure notre principal partenaire dans la phase décisive de sa mise en œuvre ».

Cependant, quelles que soient les modalités d'implication du secteur privé, celles-ci amèneront inmanquablement à la «**vérité des prix**». Une des conditions nécessaires pour le recrutement d'un opérateur privé réside dans l'existence de ressources financières pérennes pour rémunérer cet opérateur : que ces ressources financières soient prélevées auprès des abonnés au secteur de l'eau (redevance) ou des contribuables (taxe), elles doivent être obligatoirement identifiées et mobilisées, sans quoi aucun opérateur professionnel ne voudra s'engager dans un contrat de ce type.



FORUM MONDIAL DE L'EAU

MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE, MAHAMMED BOUN ABDALLAH DIONNE « La gestion concertée de l'eau est un impératif économique, social et environnemental »

Le Premier Ministre du Sénégal, Monsieur Mahammed Abdallah DIONNE a dégagé les enjeux de la gestion concertée des ressources hydriques. C'était à l'occasion du Forum Mondial de l'Eau tenu au Brésil du 18 au 23 mars 2018.

En l'absence du Président de la République, Son Excellence, Macky SALL, le Sénégal a été représenté au plus haut niveau par le Premier Ministre, Monsieur Mahammed Boun Abdallah DIONNE au Forum Mondial de l'Eau tenu à Brasilia. L'absence du Président de la République a été justifiée devant le Président de la République du Brésil, Son Excellence, Michel TEMER. La suite du discours du chef du gouvernement porte sur les enjeux de la préservation d'une ressource vitale. « L'eau est le commencement et la fin. Tout commence et finit par l'eau », a souligné le Premier Ministre du Sénégal. Si la rareté de cette ressource peut soulever des incompréhensions, entraîner des crises, dans d'autres cas, l'effet inverse peut se produire. Les organismes de gestion des bassins transfrontaliers comme l'Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal (OMVS) et l'Organisation pour la Mise en valeur du Fleuve Gambie (OMVG) sont des modèles de gestion transfrontalière de l'eau. « La gestion concertée de l'eau n'est pas seulement un choix mais un impératif économique et social et environnemental et une question d'équité et de justice », a relevé le Premier Ministre.

Les défis sont actuels et futurs pour plusieurs pays et surtout pour les pays en développement. Le Sénégal qui va accueillir le prochain Forum Mondial de l'Eau a levé un coin du voile sur les acquis en matière d'accès à l'eau potable. L'Initiative 21 a été lancée. L'au-



tre partie du discours du chef du gouvernement est imagée. « Je souhaite voir le Brésil et le Sénégal jouer la finale de la Coupe du monde et le Brésil comme pour le Forum Mondial de l'Eau passe le relais au Sénégal », a formulé le Premier Ministre, Monsieur Mahammed Boun Abdallah DIONNE. Pour sa part, le Président de la République du Brésil a insisté sur les défis d'accès à l'assainissement et les contraintes d'accès à la ressource vitale. « La vie sur terre est menacée si nous ne respectons pas les limites de la nature », a lancé le Président de la République du Brésil, Son Excellence, Michel TEMER. Selon ce dernier, l'avenir se trouve dans la coordination de la gestion des politiques des ressources hydriques. « Il est illusoire de croire que certains peuvent connaître un développement durable en se passant des autres », a défendu, Son Excellence, Michel TEMER. En plus du Ministre des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur, Monsieur Si-

diki KABA, du Ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement, Monsieur Mansour FAYE, de l'Ambassadeur du Sénégal au Brésil plusieurs Directeurs Généraux ont pris part au Forum Mondial de l'Eau.





FORUM MONDIAL DE L'EAU

9^{EME} FORUM MONDIAL DE L'EAU

Le Sénégal s'engage à réussir le pari de l'organisation

Les rideaux sont tombés sur le 8ème Forum Mondial de l'Eau à Brasilia, le 23 mars 2018. Le Sénégal a pris le relais au moment où des problématiques essentielles sont mises en avant : la sécurité, le suivi, l'environnement, l'investissement et le partenariat.

Le 8ème Forum Mondial de l'Eau s'est terminé sur une note d'espoir. Le Sénégal aura la lourde tâche d'accueillir la prochaine rencontre. Lors du passage de témoin, le Ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement, Monsieur Mansour FAYE a donné les gages de la réussite de l'organisation par le Sénégal. « Tout sera mis en œuvre pour que notre pays abrite ces rencontres de haut niveau sur l'eau », a soutenu le Ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement, Monsieur Mansour FAYE qui a transmis les salutations et les assurances du Chef de l'Etat, Son Excellence, Macky SALL. Le travail commencera par la mise en place de commissions pour donner du contenu au Comité national dirigé par Monsieur Abdoulaye SENE. « Le travail doit se faire sans relâche », a estimé Monsieur Youssou NDOUR.

L'accueil de cette grande messe n'est pas une mince affaire. Le Sénégal reprend le flambeau dans un contexte de construction des projets de grande envergure : Kms3, le projet de dessalement d'eau de mer, l'assainissement des dix villes, la réforme de l'hydraulique rurale, la construction de forages dans les centres de l'intérieur. Aussi la gouvernance de l'eau a été au cœur des échanges. Sa gestion doit être prise en compte en même temps que l'éradication des maladies, la prévention des pollutions, et d'autres désastres. La porte-parole de l'Association des Jeunes Professionnels de l'Eau et de l'Assainissement du Sénégal (AJ-PEAS), Madame Awa GUEYE a axé son intervention sur la préservation de cette ressource.



L'ONAS expose ses bonnes pratiques de valorisation des sous-produits de l'assainissement

Le Forum Mondial de l'Eau tenu à Brasilia a été très riche en activités pour la délégation sénégalaise. L'Office National de l'Assainissement du Sénégal (ONAS) a mis en avant les enjeux de la délégation de service de l'assainissement. Les échanges ont aussi porté sur la valorisation des sous-produits de l'assainissement et l'Omni-processeur, une des innovations technologiques. « Organisée en collaboration avec Speak up Africa, la participation de l'ONAS au Forum Mondial de l'Eau

s'est bien déroulée dans l'ensemble. Le partenariat entre les deux structures a permis d'une part à l'ONAS de s'assurer d'une bonne préparation pour une belle participation et d'autre part aux visiteurs d'être informés sur les activités de l'ONAS et des grandes orientations stratégiques, de mesurer la qualité du travail accompli en général et les acquis du programme des boues de vidange en particulier », indiquent les rédacteurs du rapport de l'ONAS.



RUBRIQUE MANAGEMENT

ACCES A L'EAU POTABLE ET A L'ASSAINISSEMENT



Le Sénégal se maintient sur la trajectoire de la performance

La trajectoire de performance est maintenue par le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement. Le taux d'accès global à l'eau potable de 98, 8 % en milieu urbain, 91 % dans le monde rural et l'évolution des pour-

centages des personnes ayant accès aux services de l'assainissement de 67, 4 % en milieu urbain et de 42, 3 % en milieu rural illustrent les progrès accomplis par le Sénégal.

Le Sénégal poursuit sa marche vers la réalisation des objectifs fixés par la communauté internationale. Le chemin parcouru laisse entrevoir une courbe de la performance. L'indice des progrès se lit à travers le taux d'accès à l'assainissement en milieu urbain qui est à 67, 4 % alors que celui du milieu rural est à 42, 3 %. C'est ce qu'a révélé l'enquête Wash réalisée en partenariat avec l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD). « Il y a des avancées dans ce sous-secteur qui méritent d'être boostées pour accélérer la délivrance de services durables à nos populations », a fait remarquer le Ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement, Monsieur Mansour FAYE. Ces efforts ont été salués par des partenaires comme l'USAID qui invite le gouvernement à consentir davantage d'investissements au secteur de l'assainissement. « Bien que la demande d'achat de services d'assainissement soit inférieure à celle de l'eau, le fait que les investissements réalisés par les ménages dépassent ceux des bailleurs et du gouvernement démontre amplement l'importance de l'assainissement dans les zones rurales », a noté la Directrice de l'USAID, Madame Lisa FRANCHETT.

Dans le domaine de l'accès à l'eau potable aussi bien pour les zones urbaine et rurale, le Sénégal n'est pas à la traîne. C'est ce qui est apparu dans le discours du Minis-

tre, Monsieur Mansour FAYE lors que la Revue Sectorielle Conjointe 2018. Le programme des 300 forages, le volet hydraulique du PUDC avec la construction en cours de 251 forages ont porté le taux d'accès amélioré global à l'eau potable à 91 % au 31 décembre 2017 dans le monde rural. « Ces deux dernières années, nous avons réceptionné 158 forages neufs, 132 châteaux d'eau, près de 3.700 km de réseaux et au moins 1760 bornes fontaines à travers toutes les opérations y compris les différentes phases du PUDC », a affirmé le Ministre, Monsieur Mansour FAYE. En outre le taux d'accès de 79, 1 % enregistré dans le monde rural avoisine les standards internationaux. En milieu urbain le Sénégal est dans le peloton de tête. Le taux d'accès global est à 98, 8 % alors que la proportion des branchements domiciliaires se situe à 90, 3 %. « Notre ambition est, à court terme, de parvenir à un accès universel équitable et amélioré à l'horizon 2021 », a fait savoir le ministre, Monsieur Mansour FAYE.

La réalisation de cette ambition se fera en grande partie avec les projets en cours de mise en œuvre comme le Programme Sectoriel de Dakar (PSDAK) et des projets structurants comme la troisième Usine de Keur Momar Sarr et l'Usine de dessalement d'eau de mer. « C'est surtout les deux programmes phares notamment la

troisième usine de Keur Momar Sarr (Kms3) lancée en fin 2017 et l'usine de dessalement des Mamelles dont les travaux vont démarrer en 2018 qui vont mettre fin au spectre des pénuries à l'horizon 2021 avec une production additionnelle attendue de 300.000 m3 par jour un financement global bouclé de 421 milliards CFA », a avancé le Ministre Monsieur Mansour FAYE.

Les contraintes

Le coordonnateur de la cellule du Programme Eau potable et d'Assainissement du Millénaire (PEPAM), Monsieur Amadou Mathar DIALLO après avoir exposé les progrès a levé un coin du voile sur les contraintes. Parmi lesquelles, il a cité les difficultés de mobilisation et d'exécution des ressources internes, les lenteurs dans les délais d'approbation de certains contrats, la faible appropriation de la nouvelle stratégie d'assainissement par les acteurs du secteur. « Les performances du secteur de l'assainissement peuvent être améliorées mais elles sont mitigées par des contraintes », a précisé Monsieur Amadou Mathar DIALLO qui a recommandé le renouvellement des réseaux enterrés d'eaux pluviales, l'assainissement des principaux réseaux de drainage des eaux pluviales, la remise à flot du réseau d'assainissement à Dakar.



RUBRIQUE MANAGEMENT

MONSIEUR KADER KONATE, DIRECTEUR DES ETUDES ET DE LA PLANIFICATION « Le nouveau contexte exige de nouvelles stratégies d'intervention et de planification des opérations »

Le Directeur des Etudes et de la Planification de l'ONAS, Monsieur Kader KONATE a livré les raisons qui fondent la création de la Direction qu'il dirige. Il avance la nécessité de se préparer à la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) qui sont plus contraignants que les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). A cela, il ajoute l'ajustement à l'évolution du cadre institutionnel

avec la réforme de la seconde génération de l'hydraulique urbaine, le transfert à l'ONAS des opérations de l'assainissement rural. En somme, il y a une urgence pour l'ONAS de disposer de nouvelles stratégies d'intervention, de planification de ses opérations, de consolidation de ses relations avec les bailleurs de fonds traditionnels et de diversification de son partenariat.

Nous avons constaté la création d'une nouvelle Direction des Etudes et de la Planification au mois de novembre 2017 à l'ONAS. Qu'est-ce qui, selon vous, justifie la mise en place de cette Direction ?

La création de la nouvelle Direction des Etudes et de la Planification (DEP) relève d'une forte volonté exprimée par le Directeur Général, Monsieur Lansana Gagny SAKHO, qui déjà dans son discours lors de son installation le 30 septembre 2017 l'avait annoncée et présentée comme une Direction devant « servir de boussole à l'ensemble des activités de l'ONAS ».

La création de la DEP se justifie d'autant plus que les fortes mutations en cours avec les réformes sectorielles ainsi que les nouveaux défis liés à l'atteinte des Objectifs de développement Durable (ODD) à l'horizon 2030 l'imposaient.

En effet, le Sénégal n'a pas atteint en 2015 les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) liés à l'assainissement du fait principalement d'un déficit d'investissement mais aussi de lenteurs dans l'exécution des projets. Pour sa part, l'atteinte des ODD risque de devenir plus difficile avec une définition plus contraignante de ces nouveaux objectifs spécifiquement orientés vers l'accès, mais aussi vers la durabilité des ouvrages et la sécurité de l'usager. S'y ajoutent l'évolution du cadre institutionnel avec la réforme de seconde génération de l'hydraulique urbaine, le transfert à l'ONAS des opérations de l'assainissement rural jadis pilotées par la Direction de l'As-



sainissement et le développement des Délégations de Service Public (DSP) dans le cadre de partenariats avec le secteur privé.

Dès lors, il devenait nécessaire pour l'ONAS de disposer de nouvelles stratégies d'intervention, d'une meilleure planification de ses opérations, d'une consolidation de ses relations avec ses bailleurs de fonds traditionnels mais aussi d'une diversification de son partenariat par la recherche de financements durables ainsi que le développement du Partenariat Public Privé (PPP). C'est à cet effet que la Direction des Etudes et de la Planification a été

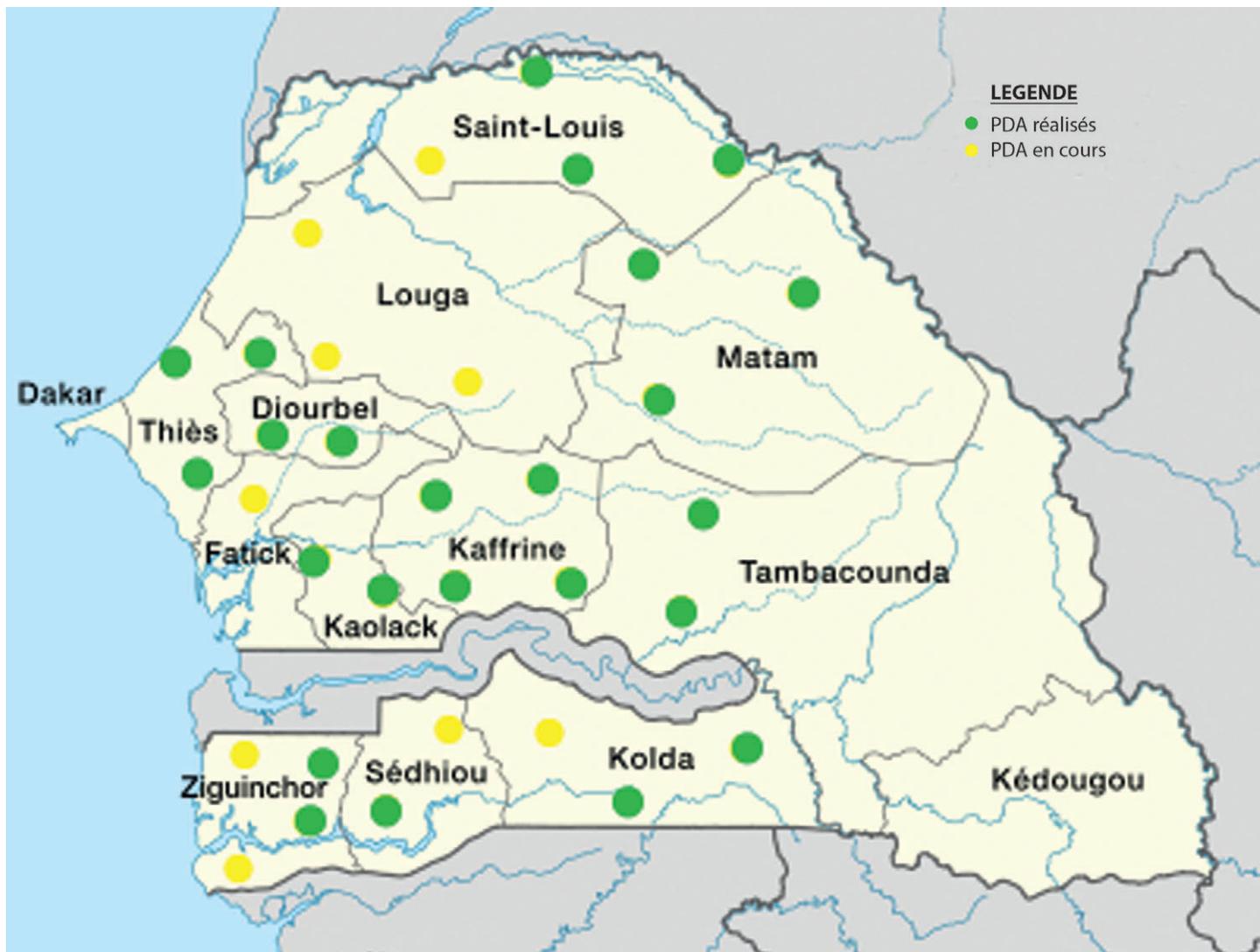
créée pour devenir l'instrument de pilotage et d'accompagnement de tous ces nouveaux axes d'intervention de l'ONAS.

Quelles sont les missions de la Direction des Etudes et de la Planification ?

Nous pouvons retenir que le rôle majeur de la DEP est la définition des axes stratégiques, démarches et orientations qui permettent de donner corps à la vision du Directeur Général. Cette même vision inspirée en partie par notre référentiel de gouvernance sectorielle qu'est la nouvelle Lettre de Politique Sectorielle pour le Dévelop-



RUBRIQUE MANAGEMENT



pement (LPSD) dont la mission principale est de garantir un accès universel à l'eau et à l'assainissement tout en assurant l'équilibre financier du secteur, seul gage pour une pérennité des investissements. Ainsi les missions spécifiques de la Direction qui en découlent sont assez larges et variées mais aussi transversales la plupart du temps. Nous en citons néanmoins les cinq (05) axes majeurs qui les déterminent et qui sont:

- **Planification et stratégies** : la DEP participe très tôt à l'élaboration des documents de politiques sectorielles (DPES, SNDES, Lettre de politique sectorielle de Développement...) et assure le suivi des engagements et des actions concernant l'ONAS. La DEP participe au processus de planification et de suivi des engagements internationaux en matière d'assainisse-

ment (ODDs 6.2.1 et 6.3.1, AFRICAN, Vision Africaine de l'Eau, Initiative TRACKFIN pour le suivi des flux financiers dans le secteur de l'eau et de l'assainissement relatif à l'indicateur 6.a des ODD portant sur la « Coopération Internationale, le renforcement des capacités »). Elle intervient également à l'élaboration des documents législatifs et réglementaires du secteur (Code de l'assainissement, code de l'eau, Loi SPEPA, autres lois, décrets, règlement du service de l'assainissement...) et aussi le Suivi de l'évolution de la réglementation et des textes légaux impactant les activités de l'ONAS (Le code de l'Hygiène, Le code de l'Environnement, Le code de l'Urbanisme). Par ailleurs, l'un des chantiers majeurs de la DEP est sa participation à l'élaboration du contrat de performance Etat-ONAS et au suivi des engagements et

des actions concernant l'ONAS. Enfin la constitution et la mise à jour d'une base de données de toutes les communes du Sénégal (données sociodémographiques, existence de PDA, horizon PDA...) permettrait de pouvoir orienter les programmes d'investissements futurs;

- **Programmation des investissements** : concerne l'identification des projets et programmes, l'Elaboration d'un programme d'investissement triennal, la Recherche de financements auprès des PTFs, la participation aux missions d'évaluation des projets avec les bailleurs de fonds ainsi que la participation à la préparation et à l'évaluation des projets PPP ;

- **Etudes** : le processus démarre par la préparation des dossiers d'acquisition (TDRs, DDP, DRP, DAO ...), la participation aux processus d'acqui-



RUBRIQUE MANAGEMENT

sition et de passation de marchés, mais aussi et surtout la Gestion et le suivi des études Techniques (Plans directeurs d'assainissement, Etudes environnementales Etudes Avant-projet détaillées et Confection de dossiers d'appels d'offres) ainsi que les Etudes stratégiques et institutionnelles (Mécanismes de financements durables, Stratégies nationales d'assainissement, études de la réforme de seconde génération, Modèle financier ...)

• **Capitalisation et Veille technologique** : avec l'évaluation de thématiques techniques et la capitalisation des expériences (qualité des eaux réutilisées, durabilité des ouvrages individuels, pollution de la nappe par les OAI, Biogaz, ...) ainsi que la Recherche & Développement sur les technologies innovantes d'assainissement notamment sur les Technologies vertes, les Nouveaux axes de valorisation des sous-produits ainsi que la Cogénération et l'économie d'énergie ;

• **Gestion des interfaces** : avec la Cellule genre du MHA par le Suivi de la prise en compte de la dimension genre et personnes vulnérables (enfants, jeunes filles, femmes et handicaps) dans la conception des ouvrages d'assainissement, avec la DGPPE par le Suivi du PAGIRE (Plan d'Action pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau) et sa prise en compte dans la conception des ouvrages d'assainissement (surtout les ouvrages de traitement et Rejet en milieu naturel). Il faudra aussi ajouter que la DEP assure la gestion des interfaces avec la Direction de l'Assainissement dans le cadre de l'élaboration et le suivi du manuel des projets d'assainissement rural de seconde génération mais aussi avec surtout la cellule d'étude et planification du MHA, la Cellule de Coordination et de Suivi du PEPAM ainsi que la Direction des Prévisions et des Etudes Economiques (DPEE) du MEFP dans le suivi des indicateurs du sous-secteur de l'assainissement.

Comment la DEP peut-elle contribuer à l'amélioration de la performance ?

L'amélioration de la performance en général par la DEP nécessite pour cette dernière de relever trois défis :

• **Défi n°01** : d'ordre technique, il répond à la nécessité d'anticipation dans la préparation des études de faisabilité technique (PDA, APD, EIES et DAO). Elle permettra de pouvoir présenter aux Partenaires Techniques et Financiers (PTFs) des projets solides, ce qui peut faciliter l'obtention de financement et aussi la réduction assez conséquente du cycle de projet. Dans ce cadre, la DEP est en train de réaliser des plans directeurs d'assainissement dans 36 villes secondaires dont les 06 villes ont déjà obtenu un financement pour la réalisation de leurs travaux prioritaires identifiés ;

• **Défi n°02** : d'ordre stratégique, il devrait permettre de disposer d'une cartographie des localités à assainir, d'une priorisation des investissements, d'une logique d'intervention, ainsi que de la typologie des ouvrages à y réaliser. En guise d'anticipation, la DEP a élaboré un programme d'investissement triennal 2018-2021 mais également elle est en train de développer une base de données socio-démogra-



phiques de l'ensemble des communes du Sénégal en vue de pouvoir orienter les investissements futurs du secteur. En sus, l'étude sur la Stratégie nationale d'assainissement urbain (SNAU) viendra compléter et encadrer toutes ces actions planifiées ou en cours d'exécution. Le démarrage de cette étude SNAU est imminent ;

• **Défi n°) 03** est d'ordre Equilibre du secteur et mécanismes de financements durables. En effet, pour assurer la durabilité de tous ces investissements planifiés pour l'atteinte des ODD, des ressources additionnelles et pérennes sont nécessaires pour financer leur exploitation. Cependant, une modification continue de la grille tarifaire de l'eau qui est une denrée sociale ainsi que les subventions de l'Etat ne garantissent pas l'équilibre du secteur. C'est à cet effet que les études en cours sur les mécanismes de financement durable du sous-secteur de l'assainissement urbain ont permis d'identifier des pistes de solutions. Pour garantir durablement le financement du sous-secteur de l'assainissement, il a été suggéré ce mixte de financement qui porte sur :

- o La revue du tarif de l'eau ;
- o La mise en place du fonds de l'assainissement avec le FERA ;
- o La mise en place d'une taxe d'assainissement sur le ciment ;
- o Les taxes ou redevances sur les eaux pluviales.

Quelles sont les démarches de l'ONAS pour l'atteinte des ODD d'ici à 2030 ?



RUBRIQUE MANAGEMENT

Sur le Programme National Sectoriel pour les ODD, les objectifs seront fixés sur la base de la situation de référence qui résultera de l'enquête l'ANSD en cours de finalisation. Cette enquête facilitera une bonne définition des ODD sectoriels à atteindre et aussi la proposition d'un programme d'investissement à l'horizon 2030. La feuille de route pour la consolidation de ce programme est déclinée suivant les 04 étapes ci-après :

- o Réalisation et validation de la situation de référence
- o Elaboration/actualisation du Programme d'investissement et des documents de stratégie ;
- o Consolidation, présentation et validation du Programme Sectoriel de Développement ;
- o Mobilisation de financement, mise en œuvre et suivi-évaluation.

De 2012 à nos jours quelles sont les différentes villes qui disposent de PDA ?

Depuis 2012, les villes qui disposent de plans directeurs sont les suivantes : Dakar, Kaolack, Joal Fadiouth, Tivaouane, Mbour, Richard-Toll, Diourbel, Saly Portudal, Kaffrine, Sédhiou, Thiès, Kounghoul, Guinguiné, Niore du Rip, Malem Hodar, Mbirkilane, Koumpentoum, Goudiry, Ranérou, Ouroussogui, Kanel, Podor, Dagana, Linguère, Dahra Djoloff, Kébémér, Kolda, Vélingara, Bignona, Cap Skiring, Médina Yoro Foula. Nous pouvons aussi ajouter les villes de Goudomp et d'Oussouye pour lesquelles les PDA seront disponibles d'ici le mois de mai 2018.

Est-ce que les collectivités locales peuvent chercher des financements une fois leur PDA disponible ?

Effectivement ! Les collectivités locales peuvent chercher des financements une fois que leur PDA est disponible. Cependant, ce qu'il faut retenir, c'est que l'assainissement des eaux pluviales est une compétence transférée par l'Etat aux collectivités locales. Donc valablement, dans le cadre de la coopération décentralisée, ou à travers les guichets de Facilités Eau et Assainissement ouverts aux collectivités (comme c'est le cas avec la



Facilité Européenne de l'Eau et la Facilité Africaine de l'Eau), les communes peuvent chercher des financements pour les projets de drainage des eaux pluviales et les mettre en œuvre. Cependant, l'assainissement des eaux usées n'est pas une compétence transférée, mais elle est plutôt confiée par l'Etat à l'ONAS. Même si les communes parviennent à capter des financements sur l'assainissement des eaux usées, elles doivent systématiquement se faire accompagner par l'ONAS dans la conception, dans la réalisation car l'exploitation des ouvrages d'assainissement des eaux usées est exclusivement du ressort de l'ONAS. C'est le cas pour certains projets de restructuration comprenant plusieurs volets dont l'assainissement des eaux usées qui est systématiquement supervisé par l'ONAS. On peut, à cet effet citer l'ancien projet de restructuration des quartiers de Pikine (Saint-Louis) et Khouma (Richard-Toll) financé par l'Union Européenne à travers la Fondation Droit à la ville (FDV), le volet assainissement a été supervisé par l'ONAS. C'est le cas actuellement avec le projet de restructuration du village de Hann toujours sur financement de l'Union Européenne à travers la FDV dont les travaux du volet assainissement des eaux usées sont contrôlés par la DEC, la DEP.

Quelle est la place qu'occupe le partenariat dans la feuille de route de votre Direction ?

Le partenariat occupe une place très importante dans la feuille de route de la Direction. Nous gérons un partenariat technique avec les bureaux d'études qui travaillent avec nous. Nous gérons un partenariat Technico-administratif avec les structures de l'administration comme la DEEC, la DGPRE, l'UC-PEPAM, les collectivités locales ... mais le plus important, la DEP suit le partenariat Technico-financier avec les Bailleurs de fonds. Ce partenariat occupe une place primordiale dans les activités de la DEP.

Quelles sont vos relations avec la Direction des Travaux ?

Je dirais que nous jouons le rôle de bureau d'études pour la Direction des Travaux. En effet, la DEP fait toutes les études techniques (APS, APD, EIES) mais aussi la confection des DAO pour la Direction des Travaux. Aussi nous cherchons, à travers les retours d'expériences reçues de la Direction des Travaux, à capitaliser les manquements constatés sur les dossiers. Sur cette base, nous procédons à des corrections sur les futurs dossiers à transmettre à la Direction des Travaux. Au-delà des études, nous recherchons les financements pour les travaux à réaliser par la Direction des Travaux.



RUBRIQUE MANAGEMENT

MONSIEUR SOULEYMANE FALL, CHEF DE DEPARTEMENT QUALITE SECURITE ENVIRONNEMENT « Le renouvellement de la certification ISO 9001 va consolider nos relations avec nos partenaires »

Le Chef de Département Qualité Sécurité Environnement, Monsieur Souleymane FALL a soutenu dans cet entretien que le renouvellement de la Certification ISO 9001 a été fait dans un contexte particulier avec l'arrivée d'un nouveau Directeur Général. Monsieur Souleymane FALL analyse le renouvellement de la certification sous l'angle de la consolidation des relations de confiance entre l'ONAS et ses partenaires.

Parlez-nous des missions du Département Qualité Sécurité Environnement de l'ONAS ?

La mission principale du Département Qualité Sécurité Environnement est d'aider la Direction Générale à mettre en place une organisation efficace et fonctionnelle capable d'assurer un service répondant aux attentes des clients tout en assurant la sécurité de ses employés et en préservant l'environnement.

En étroite collaboration avec la Direction Générale, nous définissons la politique Qualité de l'ONAS ainsi que les objectifs et veillons au déploiement de la démarche qualité en assurant la cohérence entre les différentes Directions.

Quels sont les critères qui sont déterminants dans le renouvellement de la Certification ?

Il faut tout d'abord rappeler le contexte dans lequel cette certification a été obtenue. Il y a eu beaucoup de changements dans le top management avec l'arrivée d'un nouveau Directeur Général et de nouvelles orientations stratégiques, ainsi que le départ du Responsable QSE et l'arrivée d'un nouveau. Dès lors, le challenge devenait important car il fallait redynamiser le système de Management de la Qua-



lité de l'ONAS qui était « en veille », et cela en deux mois.

Pour mener à bien cette mission, l'engagement de la Direction Générale ainsi que l'implication de tous les collaborateurs de l'ONAS étaient fortement nécessaires.

Quels sont les enjeux pour l'ONAS de conserver de cette certification ?

La certification ISO 9001 est un gage de notre savoir-faire. Elle permet de garantir, par un organisme de certifi-

cation reconnu à l'international, la qualité de nos prestations. Par conséquent, elle nous permet de gagner la confiance de nos partenaires techniques et financiers et clients, surtout des bailleurs de fonds avec qui nous travaillons dans le cadre de la réalisation de nos projets. L'ONAS étant certifié depuis 2007, la perte de ce certificat aurait été désastreuse pour notre image de marque ainsi que la confiance acquise auprès des bailleurs et institutions.



RUBRIQUE MANAGEMENT

Est-ce qu'aujourd'hui, on peut dire que les processus développés dans le cadre de sa mission de service public d'assainissement sont conformes aux exigences de la norme ?

Aujourd'hui, suite au renouvellement du certificat qualité, nous pouvons dire que ces processus sont conformes aux exigences de la norme mais il y a la nécessité d'y apporter certaines améliorations. Il faut savoir qu'un système Qualité est régi par le cycle PDCA qui veut dire Planifier, Développer, Contrôler et Ajuster. Nous planifions en analysant le système en place, en définissant des objectifs clairs et en allouant les ressources nécessaires à la mise en œuvre. Nous réalisons les actions initialement planifiées. Nous évaluons la performance et nous ajustons en identifiant les points d'amélioration. C'est dans ce cycle d'amélioration continue que l'ONAS est installé depuis dix ans et nous nous efforçons à améliorer nos standards pour répondre aux attentes de nos clients et partenaires.

Quels sont les aspects que vous comptez prendre en considération ?

L'ONAS a signé un contrat de performance avec l'Etat du Sénégal dans lequel des objectifs clairs d'amélioration de la qualité de service nous ont été fixés. Autrement dit nos indicateurs de performance préalablement définis et suivis, devraient nous permettre de jauger le niveau de performance de nos processus.

Est-ce que des stratégies seront mises en place pour améliorer de façon continue la qualité des services ?

Absolument ! Nous travaillons de façon continue à la satisfaction des exigences réglementaires ainsi qu'à la satisfaction de nos clients et partenaires. Des changements forts sont en cours dans notre organisation via notre système de Management Qualité. Aujourd'hui, l'ONAS est certifié ISO 9001 version 2008 et prépare la transition vers la nouvelle version 2015 qui implique une nouvelle approche basée sur la détermination des risques et de leurs mesures de mitigation, et des op-



portunités. En plus de cela, l'un des points forts de l'ONAS est sa capacité d'écoute des clients grâce à la mise à disposition d'un numéro Orange pour enregistrer les réclamations qui sont généralement traitées dans des délais raisonnables. Aussi, l'ONAS procède régulièrement à des enquêtes de satisfaction pour évaluer le niveau de satisfaction de nos partenaires et clients. Tout récemment, durant le mois de Décembre 2017, deux enquêtes ont été menées chez nos partenaires tech-

niques et financiers ainsi que chez les usagers à l'occasion de la FIDAK. Une autre enquête de satisfaction sera menée durant le premier semestre de 2018. Nous sommes conscients que beaucoup d'efforts sont à consentir pour améliorer le niveau de satisfaction de nos clients et tendre vers l'excellence. C'est dans cette optique que l'ONAS a enclenché une nouvelle dynamique de changements organisationnel et stratégique et cela laisse présager des lendemains meilleurs.



RUBRIQUE DOSSIER

PROJET D'ASSAINISSEMENT DE LA CITE SOLEIL ET ENVIRONS Un meilleur cadre de vie se dessine pour des milliers de Sénégalais

Le jalon du renouveau du cadre de vie posé par le président de la République, Macky Sall, le 22 juillet 2016 à Dalifort porte toutes les espérances. La construction de 21,5 km de réseau d'eaux usées avec une station de pompage et 6,2 km de réseau d'eaux pluviales, la réalisation de 2250 branchements domiciliaires et de 13 km de voiries en pavés autobloquants transforment peu à peu le visage des cités Soleil, Hacienda, Elisabeth Diouf, Belvédère, des Assureurs, des Eaux et Forêts, de la Gendarmerie, Poste, Lotissement Al Hilal, Dalifort, Général foncier, Castors municipaux.





RUBRIQUE DOSSIER

DALIFORT

L'espoir renaît...

Le quartier Dalifort est en chantier. Presque à chaque bout de rue, on peut voir des ouvriers poser des pavés ou creuser pour construire les conduites d'évacuation des eaux. Un réseau routier interne embellit le cadre de vie. Ces ouvrages suscitent tous les espoirs.

Les engins sont passés à la ruelle bordant les villas 53 de Dalifort jouxtant la maison du chef de quartier Mame Kor Fall. Des regards pointent leur structure du sol. La non-structuration n'est plus un facteur d'exclusion dans la répartition des ouvrages d'assainissement. Dans cette ruelle comme partout ailleurs, les engins, les ouvriers tracent la trajectoire menant vers un nouvel horizon.

Debout devant sa maison, El Landing Sané est déjà dans l'ère du renouveau de son cadre de vie. Les effets du changement se mesurent à la réduction des dépenses liées à la vidange. Comme les deux dames trouvées à l'entrée de la villa 53, Landing passe désormais des journées tranquilles. « Les travaux ne sont pas encore réceptionnés. Mais nous sentons déjà les impacts. La nappe s'est rabaissée. Auparavant à cette période de l'année, il y avait de l'eau dans plusieurs rues et ruelles », témoigne Landing Sané.

Au bout cette ruelle, son voisin, Ismaël Diémé déboule. Il habite Dalifort depuis 1981. L'homme use de superlatifs pour magnifier la réalisation des ouvrages qui sont à leurs yeux un cadeau du ciel. Peut-être, ce n'est pas exagéré. Les témoignages sur leur passé assimilable au calvaire, justifie cette prise de position. « Je le dis. Notre vie était l'enfer sur terre. C'était un scandale. Durant l'hivernage, il m'arrivait de vider 3 fois ma fosse septique à raison de 25.000 francs Cfa par vidange. Cela n'avait rien à voir avec les dépenses pour l'évacuation des eaux de pluie. Nous saluons les autorités notamment le président de la République, Macky Sall », entonne



Ismaël Diémé. La fréquence des inondations avait dégradé le cadre de vie et certainement l'image de Dalifort. Ce n'était pas une destination, mais un sens interdit pour les taximen. Ismaël Diémé qui travaillait dans un cabinet d'experts comptables, nous replonge dans ce passé. « C'est en 2011 que je suis parti à la retraite. Lorsque vous arrêtiez un taxi pour Dalifort, le chauffeur déclinait la course. Les taximen ne s'aventuraient plus dans ce quartier. Ils avaient toutes les chances de s'embarquer », raconte Ismaël Diémé. Aujourd'hui des rues et des ruelles sont recouvertes de pavés comme les deux qui bordent les bassins aménagés près de la mairie. Ça et là, il est inscrit sur les plaques jaunes « route barrée ». Les ouvriers ont ouvert des tranchées soit pour poser des conduites, soit pour construire des regards. « Regardez là-bas, il y a deux maisons qui sont abandonnées par leur propriétaire », pointe le délégué de quartier Abdoulaye Mballo. De 2005 à 2012, les déménagements tem-

poraires ou définitifs rythmaient le quotidien des habitants de Dalifort durant l'hivernage. Le cadre n'était pas propice à une vie saine. « Il y avait un désespoir ambiant à Dalifort. Certains chefs de famille sont partis. D'autres ont vendu leur maison. La construction des ouvrages d'évacuation des eaux pluviales et usées ont poussé d'autres personnes à revenir », constate le vieux Ibrahima Sow qui habite Dalifort depuis 1981. Ironie du sort. Les ouvrages font renaître l'espoir. Ici et là, on peut voir des maçons réhabiliter des maisons. D'autres rasent pour reconstruire près de l'école « Les cours privés ». « La tentation de vendre sa maison s'éloigne. Ceux qui avaient quitté le quartier commencent à revenir. C'est pour vous dire que les changements sont perceptibles », se réjouit Ibrahima Sow. Dalifort renvoie une image différente de celle des années noires. L'espoir renaît dans presque tous les coins de Dalifort comme du reste dans d'autres quartiers où intervient le projet.



RUBRIQUE DOSSIER

**AMADOU NGONÉ FALL, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
DE LA FÉDÉRATION DES DÉLÉGUÉS DE QUARTIERS
DE DALIFORT**

« Ceux qui avaient
abandonné leur maison
commencent à revenir »

Le Secrétaire général des Délégués de quartiers de Dalifort, Amadou Ngoné Fall, plus connu sous le nom de Mame Kor Fall, sait rendre à César ce qui appartient à César. Sur un ton empreint de sérénité et de sincérité, il affirme sans nuance qu'il n'y a aucune comparaison possible entre le Dalifort de 2017 et celui des années 2005 à 2011. L'homme qui y vit depuis près de quatre décennies, a vécu comme la plupart des chefs de famille, les pires moments de leur existence. Et, lorsqu'il remonte le fil de sa mémoire, c'est pour en rapporter de douloureux souvenirs. « Ma famille a pris plusieurs fois le repas sur le lit. Il y avait de l'eau 9 mois sur 12 à Dalifort. Nous vivons avec les eaux. Avec ces ouvrages, nous serons à l'abri de l'insalubrité, des maladies hydriques. Nous n'aurons plus de problèmes pour évacuer les eaux usées. Ceux qui avaient abandonné leur maison, commencent à revenir », a confié le Secrétaire général des Délégués de quartier de Dalifort.



KADIDIATOU SY, HABITANTE DE DALIFORT

« Dalifort est revenu de loin
avec ces ouvrages
en construction »

Croisée près d'une intersection à la hauteur de l'école privée Khalifa Mansour au cœur de Dalifort, la dame Khadidatou Sy disserte sur la souffrance qu'a connue le quartier. Elle se rappelle non sans fierté, cet élan de solidarité des habitants qui avaient pris leur destin en main à un moment de leur existence. La dame loue les réponses apportées par les autorités à une problématique qui a traîné pendant plusieurs années. « Nous remercions les autorités pour avoir pris en charge le problème des inondations à Dalifort. Nous vivons un début de changement avec ces ouvrages en construction », a affirmé Kadidiatou Sy. Elle a été témoin des déménagements de ménages qui sont allés s'installer hors du quartier.



RUBRIQUE DOSSIER

CITES « EAUX ET FORETS » ET « MARINE »

Les ouvrages apportent une nouvelle couche de modernisation

Dans les cités « Eaux et Forêts » et « Marine », on comptera moins de rues et de ruelles sableuses. Le pavage des rues et la construction des ouvrages de collecte des eaux usées sont annonciateurs du renouveau du cadre de vie.

Les cités « Eaux et forêts » et « Marine » sont en chantier. Le mardi 13 mars 2018, des ouvriers accroupis sur cette route qui part de la maternité sise non loin de la mairie de Dalifort et se prolonge vers la cité « Eaux et Forêts ». Au bout de quelques mètres, après la couche de sable, des ouvriers posent des pavés. D'autres les ajustent avec habileté. Les revêtements des accotements sont presque achevés. Les piétons empruntent déjà la rue en pavage. A partir de cette route, on peut désormais bifurquer à droite sans fournir beaucoup d'énergie. Les travaux avancent. La rue qui passe devant la moquée de la « Cité Eaux et Forêts » et le point de la poste est pavée. Les contours d'un réseau routier interne se dessinent. Déjà on pousse un ouf de soulagement. Les résidents avaient dépensé des énergies durant des années. « Lorsque vous aviez des bagages, c'était difficile de les transporter, peu de conducteurs acceptaient de nous déposer chez-nous parce qu'il y avait trop de sable », a laissé entendre Khadiatou Sy. Entre les cités « Marine » et « Eaux et forêts » une pelle mécanique ronronne. Elle récupère le sable extrait par un Poclin qu'il entasse sur une intersection. Au bout de cette route descendante, 8 techniciens y compris des topographes sont à l'œuvre. Les uns font des travaux de plomberie pour évacuer l'eau qui remonte de la nappe.

D'autres remblaient. Tout se déroule sous l'œil du chef de chantier, Ibrahima Sow casque de couleur blanche vissé à la tête. « Nous avons réalisé 95 %



des travaux de construction des canalisations pour les eaux usées. Mais les 5 % qui restent sont plus difficiles à faire parce qu'il faut d'abord gérer la nappe. N'empêche nous avons bon espoir que nous pouvons terminer dans les délais », se projette le technicien. En attendant, dans les maisons, un sentiment ambiant de satisfaction est partagé. Trouvée, derrière son étal de légumes, Khady Diop énumère à cœur ouvert les impacts des ouvrages. Pour elle, les infrastructures contribuent à la valorisation de leur cité où peu de conducteurs acceptaient d'y pénétrer. « Il y a déjà des modifications. Les canalisations pour évacuer les eaux usées et le pavage donnent plus de valeur à nos cités. C'était très difficile pour se déplacer à cause du sable », concède, Khady Diop.

La rue bordant le terrain de la cité Marine est entièrement pavée. Trois ouvriers construisent les trottoirs. L'attente a été longue pour ce vieil expatrié interrogé à la villa abritant le jardin d'enfants « Fatou Bintou Rassoul ». « La plupart d'entre nous avons eu leur maison depuis 30 ans. Nous avons attendu 30 ans pour avoir un réseau qui

nous facilite la circulation. Jusqu'ici, ces quartiers n'étaient pas desservis par les transports en commun. Ce sont des travaux qu'il fallait réaliser depuis des années », a regretté Ousmane Touré. L'ancien employé de Fougerole en France note bien cette nouvelle page qui s'ouvre pour les résidents victimes de l'enclavement depuis trois décennies. « Si le pavage et le tout à l'égout étaient faits depuis des années, lorsque les propriétaires étaient en activité, des maisons d'autre standing seraient construites. Ces ouvrages nous engagent sur la voie de l'évolution », estime Ousmane Touré.





RUBRIQUE DOSSIER

CITE SOLEIL

Les nouveaux ouvrages d'assainissement éloignent les tentations de vente des maisons

Des belles villas poussent dans presque toutes les ruelles de la « Cité soleil ». Il y a quelques années, les inondations avaient poussé certains à vendre leurs maisons à de vil prix. Cette zone d'habitation où l'état est en train de paver les rues et construire un système d'évacuation des eaux usées, la tentation de la vente des maisons s'éloigne à jamais.

A l'entrée de la « Cité Soleil », du côté de l'ancien hôtel Hacienda, des engins excavent. Des monticules de sable s'élèvent sur plusieurs mètres aux abords de la station de relèvement en construction. Au fond de l'excavation, l'enchevêtrement des conduites est un indice de la complexité des travaux. Sur le site, des pompes sont installées pour rabattre la nappe. Les rues sont éventrées pour la pose des conduites interconnectant les regards. Après le système d'évacuation des eaux usées, ces ouvrages en cours de construction viennent en complément. C'était le maillon manquant. De nouvelles villas sortent de terre. Il y a quelques années, les gens avaient hâte de vendre leur propriété. Peu de personnes voulaient y vivre. « Je peux donner les noms des collègues qui ont vendu leur maison à cause des inondations. La nappe était affleurante. Les ménages étaient obligés de faire la vidange plusieurs fois dans le mois », avance Ibrahima Gaye, ancien chef de service administratif et financier du « Soleil » et habitant à la « Cité Soleil ».

A l'angle d'une rue, près d'une gargotte, Ibrahima Gaye conte avec précision la longue marche vers le nouveau jour. Sous le régime d'Abdou Diouf, la cité avait bénéficié d'un réseau d'évacuation des eaux pluviales avec le concours de l'Agence française de développement. Ces infrastructures avaient atteint leur limite avec le retour de la pluie et la remontée de la nappe.



Les rues étaient des ruisseaux aussi bien durant la saison sèche que pendant l'hivernage. « En 1993, il y avait de belles villas. Ces maisons ont été défigurées par l'humidité. Plusieurs propriétaires ont vendu leurs villas pour aller vivre dans d'autres quartiers », raconte, Ngoné Latyr Gaye.

La vidange a grevé le budget des ménages. Les investissements cumulés depuis les années 2000 valent le coût d'un immeuble à un étage. La lutte pour conserver un semblant de cadre de vie a ruiné les habitants. C'est pour cette raison que, sans verser dans la politique, toute la « Cité Soleil » salue les actions du président Macky Sall. « Lors des inondations, j'ai d'abord déménagé à Liberté 6, puis chez ma belle-famille à Yarakh. C'était plus dur. C'était impossible de passer des journées en famille lors des inondations. Aujourd'hui, nos maisons ne sont pas inondées. La construction des canalisations des eaux usées fera de cette

citée une vraie cité résidentielle. Je saisis cette occasion pour remercier le président de la République, Macky Sall pour ce travail », s'est exprimé le Délégué de quartier de la Cité Soleil. La souffrance a cédé la place au soulagement dans cette zone d'habitation dont le nom est associé aux inondations. Après tant d'endurance, les résidents comme Ngoné Latyr Gaye entrevoient le bout du tunnel. « Certains avaient vendu leur maison, à cause des inondations. J'étais tentée de vendre la maison de mon époux qui n'est plus de ce monde à cause de la présence permanente de l'eau. Mais par fidélité à sa mémoire, je me suis ravisée. Mon voisin a vendu sa villa. Aujourd'hui, je ne regrette pas d'avoir renoncé à vendre la maison », confesse Ngoné Latyr Gaye, très reconnaissante à l'égard des autorités et du maire de Dalifort Forail, Idrissa Diallo qui a toujours été aux côtés des sinistrés durant les périodes difficiles.



RUBRIQUE DOSSIER



CITE SOLEIL ET ENVIRONS

L'aube d'une nouvelle vie

L'espoir d'une nouvelle vie n'est plus une promesse aux Cités Soleil, Eaux et Forêts, Hacienda, Elisabeth Diouf, Belvédère, Gendarmerie, Poste, Al Hilal, Général Foncier, Castors Municipaux. Ces quartiers sont en chantier. Les ouvrages de drainage des eaux pluviales et de collecte des eaux usées sortent de terre. La Direction Générale de l'ONAS a effectué le 22 février 2018, une visite de terrain sanctionnée par une note positive.

Un nouveau jour se lève peu à peu au-dessus de la Cité Soleil et Environs. La visite effectuée le 22 février 2018 par la Direction Générale de l'ONAS a permis de mesurer le niveau d'exécution du Projet d'Assainissement de la Cité Soleil et Environs. Partout des ouvrages sortent de terre. Le rythme d'exécution est soutenu. Dans un passé récent, les habitants de ces quartiers vivaient dans une psychose permanente des inondations. La construction des canalisations d'évacuation des eaux pluviales et le raccordement des ménages au réseau de collecte des eaux usées ouvrent de belles perspectives pour des milliers d'habitants. L'Etat va réaliser 18 km de réseaux de collecte et d'évacuation des eaux usées, une station de pompage, une conduite de refoulement de 1.600 ml, 2002 branchements sociaux domiciliaires,

5138 ml de dalot de drainage des eaux pluviales et 11 km de réseaux de voirie en pavés autobloquants. Ces ouvrages coûteront 10 milliards de francs CFA contre 7 milliards de francs CFA initialement prévus.

Les ouvriers sont sur tous les fronts. Les Cités Soleil, Eaux et Forêts, Hacienda, Elisabeth Diouf, Belvédère, Gendarmerie, Poste, Al Hilal, Général Foncier, Castors Municipaux sont en chantier. Les entreprises sont dans les délais. Les prémisses du respect des délais sont dans l'air. Les rues et les ruelles sont recouvertes çà et là de pavés. Le niveau d'exécution est rassurant. « Le niveau d'exécution est très satisfaisant. Il est à plus de 60 %. Les travaux seront achevés d'ici à cinq mois », indique le Directeur Général de l'ONAS, Monsieur Lansana Gagny SAKHO. Le Chef de l'Etat en lançant

les travaux du Projet de la Cité Soleil et Environs a posé l'acte de renouveau du cadre de vie pour ces Sénégalais qui se réveillent dans les quartiers précités. Le spectre des inondations va s'éloigner à jamais. L'évacuation des eaux usées sera une équation du passé. « Les problèmes d'inondations et d'évacuation des eaux usées à Dalifort et de santé publique seront un mauvais souvenir pour les populations grâce à ce premier projet d'assainissement d'eaux usées », affirme Monsieur SAKHO.

La transformation du cadre de vie n'est plus une promesse pour les populations qui ont tenu à accompagner la délégation de l'ONAS. Les notes de satisfaction sortent de leur bouche. « Notre commune a aujourd'hui changé de visage. Dans le passé, personne n'osait mettre le pied dans certains endroits de Dalifort entre janvier et février », se souvient le Secrétaire Général de l'Association communale des délégués de quartiers de Dalifort-Forail, Monsieur Mame Cor FALL qui a remercié vivement les autorités.



RUBRIQUE DOSSIER

MONSIEUR IDRISSE DIALLO,
MAIRE DE LA COMMUNE DE
DALIFORT-FORAIL

« Si 95 % de la surface communale seront à l'égout, nous serons soulagés »



Le Maire de Dalifort-Forail, Monsieur Idrissa DIALLO est largement revenu sur les enjeux de ce projet pour les populations de sa commune. « Pour des raisons de santé, de commodité et de cadre de vie, il nous fallait impérativement avoir un projet d'assainissement des eaux usées et pluviales comme celui-ci. Si plus de 95 % de la surface communale sont à l'égout, nous serons très soulagés », a affirmé le Maire de Dalifort-Forail, Monsieur Idrissa DIALLO. Il a donné des assurances sur l'implication de la collectivité dans le suivi du projet et l'entretien des ouvrages. « Nous demandons à l'ONAS de renforcer les capacités des comités de gestion des ouvrages », a sollicité le Maire Monsieur DIALLO.

LUNE TALL, ANCIEN RÉDACTEUR EN CHEF DU « SOLEIL »

« Ces ouvrages d'assainissement ont valorisé les 11 cités »

L'ancien rédacteur en chef du quotidien national du Sénégal « Le Soleil », Lune Tall a apprécié les ouvrages en cours de réalisation qui vont redonner un meilleur cadre de vie aux habitants des 11 cités. Au cours de cet entretien, Lune Tall est revenu sur le combat qui a duré un quart de siècle.

Monsieur Tall vous avez dirigé la Coopérative d'Habitat de la Cité Soleil durant plusieurs années. Peut-on dire qu'avec les ouvrages en cours de réalisation, le cadre de vie sera plus propice à la vie ?

Le combat a duré un quart de siècle, parce que nous avons emménagé ici en mai 1992. Nous avons subi les affres des inondations et de la pollution, l'invasion des moustiques et des mouches. Le cadre de vie s'est dégradé. L'environnement n'était pas propice à la vie. Nous étions absents la majeure partie de la journée de la Cité et nous rentrions tard la nuit. L'hivernage n'était pas trois mois pour nous. C'était 6 mois parce que nous continuions à patauger 3 mois après la fin de l'hivernage. Nous n'avions pas arrêté de dénoncer cela. Nous avons sensibilisé les autorités, y compris l'actuel président de la République, Macky Sall, alors Premier ministre. Heureusement que nous avons été entendus. Et, tous les directeurs du « Soleil » qui se sont succédé, depuis Ibrahima Gaye, El Hadj Kassé, Mamadou Sèye Cheikh Thiam, avaient contribué à leur manière au combat que nous avons mené.

Bien avant ce projet, il y en a eu d'autres...

Il a été question, du temps du président Abdou Diouf, de faire en sorte qu'on n'entendait plus parler des inondations à la Cité Soleil. Grâce à un financement de l'Agence canadienne de développement et de l'Agence Française de développement (Afd), une station d'évacuation des eaux pluviales a été construite. C'était une situation transitoire. Cette station avait soulagé les populations. Mais le problème n'était pas réglé, puisqu'il fallait rabattre la nappe.

Que fallait-il faire ?

Il y a un nouveau financement avec l'avènement du président, Macky Sall. Il a été toujours sensibilisé sur la situation de la «



Cité Soleil ». Lorsqu'il était Premier ministre, nous lui avons soumis le problème. A l'époque, il nous avait mis en relation avec son conseil technique, Diène Farba Sarr qui est actuellement le ministre du Renouveau urbain, de l'Habitat et du Cadre de Vie. Des études complémentaires ont été faites. Avec un financement de 4, 5 milliards de Francs Cfa de la Banque mondiale, la nappe phréatique a été rabattue. Ces travaux ont été exécutés d'excellente manière par Eiffage Sénégal. Il restait le tout à l'égout, l'assainissement de la Cité Soleil et Environs. C'est pourquoi il y a eu cet investissement de la BADEA de 9, 5 milliards de Francs Cfa. Le marché a été attribué à CDE. Les travaux ont été lancés en 2016 à l'occasion du Conseil des ministres décentralisé de la région de Dakar. Le président avait demandé que la durée des travaux soit réduite au maximum. La station en cours de construction va recueillir les eaux usées d'une dizaine de cités et il n'y aura plus de fosses septiques. Ce sera le tout à l'égout. Nous saluons le bout du tunnel que nous entrevoyons au propre comme au figuré.



RUBRIQUE DOSSIER



IMPACTS DES ACTIVITES D'IEC

Plus de 94 % des ménages ont versé leurs frais de branchement à l'égout

Les activités d'IEC ont produit des effets es-comptés. Le bon niveau d'adhésion des populations au Projet d'Assainissement de la Cité « Soleil » et Environs peut être apprécié par le nombre de ménages qui ont versé leurs frais de branchement à l'égout.

Le Projet d'assainissement de la Cité « Soleil » et Environs ne laisse pas les bénéficiaires indifférents. Ces derniers ont adhéré massivement à ce projet lancé par le Président de la République, son Excellence, Macky Sall, le jeudi 21 juillet 2016. Leur niveau d'adhésion peut se lire à l'aune du nombre de ménages qui ont versé leurs frais de branchements à l'égout. Au total plus de 1886 ménages ont versé leur contribution soit un taux de 94%. En plus on dénombre 2063 maisons qui ont formulé les demandes de branchement au réseau collectif, il y a quelques mois. « Nous sommes satisfaites des résultats des activités d'IEC. Aujourd'hui, je peux dire que les populations ont largement adhéré à ce projet si l'on en juge par la collecte des contreparties financières devant servir aux branchements à l'égout. Plus de 94 % des ménages ont versé leur contrepartie. Il ne reste moins de 6 % des ménages », rapportait, il y a quelques mois, Madame Tounkara, la chargée du Suivi des activités IEC dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'Assainissement de la Cité « Soleil » et Environs.

Cette adhésion est la résultante des activités d'IEC déroulées. Les Visites à Domicile (VAD), les réunions de

quartier entre autres ont convaincu les populations à s'acquitter de leurs frais d'abonnement au branchement à l'égout. Les leaders d'opinion, des hommes religieux, les délégués de quartier sont ciblés. Ils prêchent la bonne parole. « L'IEC joue un rôle important dans la mise en œuvre des projets comme celui de la Cité « Soleil » et Environs. On demande une petite participation financière. Il fallait alors un accompagnement en ingénierie sociale. Il fallait susciter l'adhésion des populations en les amenant à verser 36.580 francs Cfa », informe une autre dame impliquée dans la sensibilisation. Il a été retenu de dérouler des activités d'IEC avant, durant la mise en

œuvre et après la réception des ouvrages. Il ne s'agit donc pas de faire adhérer les populations. Ces dernières doivent faire un bon usage de ces ouvrages. Des émissions radios seront animées pour amener les personnes à changer de comportements alors que la réalisation d'un film institutionnel servira à capitaliser les acquis. « La première chose, c'est d'informer les populations et de les amener à adhérer au projet. Après il y aura des causeries et d'autres activités pour inciter les habitants de ces quartiers à changer de comportements. C'est un travail continu. Il ne sert à rien de réaliser des ouvrages si les gens ne s'en servent pas », argumente, Madame Tounkara.

- 1- Réseau eaux usées :** 17,4 km réalisés sur 18, 22 km prévus soit un taux d'exécution de 95%
- 2- Réseau eaux pluviales :** 4,3 km réalisés sur 5, 2 prévus soit un taux d'exécution de 86,54%
- 3- Volet voirie :** 2,8 km réalisés sur 11,28 km prévus soit un taux d'exécution de 25%
- 4- Station de Pompage des Eaux Usées SP1 :** Battage des palplanches terminé à 100% ; Fouilles réalisées à 100% ; Coulage des ouvrages de Génie Civil en cours ;
- 5- Branchements particuliers :** 1150 branchements réalisés sur 2006 branchements prévus soit 77,27%



MODERNISATION DES CITES RELIGIEUSES

Une première, 9,3 milliards F CFA investis en si peu de temps à Touba pour libérer des milliers de personnes des inondations

Les impacts des inondations s'atténuent au fond des ouvrages d'évacuation des eaux pluviales dans plusieurs quartiers de la Cité religieuse de Touba. Depuis 2012, les autorités ont construit des ouvrages de stockage et de drainage qui ont libéré des milliers de personnes. La Cité religieuse a bénéficié d'une enveloppe de 8 milliards de francs CFA durant la phase d'urgence du Programme Décennal de Lutte contre les Inondations. Le chemin est déjà pavé de bons résultats. Mais les autorités ne comptent

pas s'arrêter en si bon chemin. Le volume des investissements qui est déjà à 9.300.000.000 F CFA sera maintenu. Jamais dans l'histoire du Sénégal un régime n'a investi autant en l'espace de quelques années à Touba rien que pour la lutte contre les inondations. C'est sous le régime du Président de la République, Son Excellence, Macky SALL, que la ville a commencé à avoir des systèmes d'évacuation des eaux pluviales et des eaux usées à l'aune de son poids démographique économique et social.



La modernisation des cités religieuses est en bonne place dans l'agenda du Président de la République, Son Excellence Macky SALL. Depuis 2013, un programme spécifique est conçu pour répondre aux besoins particuliers de ces cités religieuses, de Touba, Tivaouane, Médina Baye, Ndiassane, Léona Niassène. Les infrastructures aux traits oscillant entre la modernité et les réalités locales transforment peu à peu ces localités. L'élan de modernisation englobe plusieurs aspects. A titre illustratif, les investissements consentis depuis l'arrivée du Président de

la République, Son Excellence Macky Sall au pouvoir ont libéré les zones de «Niarry Etages», de Darou Khoudouss, du Centre de Santé de Ndamatou des eaux. Ces résultats ne sont pas le fruit d'un hasard. Ils traduisent une volonté politique affirmée des nouvelles autorités d'offrir un cadre de vie meilleur aux populations. Cette volonté est traduite en acte avec la mise en œuvre du Programme Décennal de Lutte contre les Inondations. La ville de Touba a eu à bénéficier des ouvrages estimés à 8 milliards de francs Cfa rien que pour la phase d'urgence de ce programme. C'est une

grande première depuis les indépendances du Sénégal. En réalité, c'est aussi pour la première fois qu'un régime dépense juste après quelques années au pouvoir une enveloppe de 8 milliards de francs Cfa pour une ville. Le Président de la République, Son Excellence Macky Sall est dans le rattrapage du retard des investissements accusés par les régimes précédents dans ce secteur si stratégique. Un regard dans le passé avant 2012 met à nu les insuffisances notoires dans la prise en charge des questions d'assainissement d'une ville comme Touba qui pèse



RUBRIQUE FOCUS

au plan démographique. Avant 2012, le système d'évacuation des eaux pluviales était presque inexistant. Le dispositif ne comptait que 3 stations de pompage, une à la Grande Mosquée, une au Marché Ocasse, et une à Keur-Niang et un bassin de stockage et d'infiltration à Darou Rahman. Ce système est complété par un réseau d'environ 13 km de collecteurs d'évacuation des eaux pluviales et des ouvrages vétustes. C'est à partir de 2013 que la Cité religieuse a commencé à avoir des ouvrages à l'aune de son poids démographique et social et religieux. Le réseau s'est densifié avec 18.500 ml de collecteurs avec comme effet immédiat l'atténuation des impacts des inondations. Entre hier et aujourd'hui, il n'y a pas photo pour les populations de Darou Miname, Grande Mosquée, Cimetière, Bibliothèque, Marché Ocasse, Gare Bou Ndaw, Maison communautaire, Centre de Santé Ndamatou, Gare routière Dahra, Darou Khoudoss, Darou Marnane, Darou Rahmane et Keur-Niang.

En plus de la construction d'une nouvelle station à KeurNiang, d'autres stations ont été remises à flot à Touba Mosquée et à Touba Ocasse. A ce paquet ajoutons la construction d'un bassin exutoire d'une capacité de 262.000 m³ sans oublier les aménagements (Pistes d'exploitation en bicouche, rampes d'accès, protection des talus par perrés maçonnés, grillage de sécurité, éclairage par un système solaire, un mur de protection...). Le chemin est déjà pavé de bons résultats. Mais le régime du Président de la République Son Excellence Macky SALL ne veut pas s'arrêter en si bon chemin.

L'aube d'un avenir meilleur

Le système d'assainissement de la Cité religieuse va se consolider, se densifier. Le volume prévisionnel des investissements en dit long sur cette affirmation des autorités de prendre à bras-le-corps une problématique qui n'avait pas autant mérité des attentions de la part régimes précédents. Il est programmé le

renforcement des ouvrages d'assainissement pour un coût global de 1.300.000.000 de francs CFA. Le démarrage des travaux est prévu en mars 2018. Il s'agira de la pose d'une deuxième conduite de refoulement à la station de pompage de Keur-Niang sur 8000 ml pour augmenter la capacité de pompage, la construction d'un deuxième bassin d'infiltration à Ndamatou pour recueillir le trop-plein des eaux du bassin existant. En somme le coût des ouvrages d'assainissement de drainage des eaux pluviales s'élève à 9.300.000.000 F CFA. Le cap des investissements sera maintenu. Le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement, à travers l'ONAS va s'attaquer aux points bas de Touba Mosquée, de Darou Khoudoss, de Darou Marnane, de Khaïra, DaroulRahmane, HalimoulKabir, de GouyeMbind, de Darou Miname, de Guédé... C'est un nouveau point de départ pour des milliers de Sénégalais de Touba. L'amélioration de leur cadre de vie est plus une priorité pour les autorités.

GESTION DES EAUX USEES

Un paquet d'ouvrages de 13.442.322.425 F CFA pour accompagner le développement socioéconomique de la Cité religieuse

Les autorités ont aussi posé des actes forts sur le terrain de la gestion des eaux usées. L'Etat sur fonds propres a construit une station de traitement des boues de vidange de 300m³/J à KaddBalodji, 4 édicules publics soit 48 blocs, 80 sièges pour les ablutions à Darou Khoudoss, Darou Minam, Pentch Serigne Saouahibou et Gouye Mbind. L'Etat du Sénégal est accompagné dans l'exécution du volet eaux usées du Plan directeur d'assainissement par la BOAD qui a dégagé une enveloppe de 12 147 322 425 F CFA pour réaliser la phase prioritaire inscrite dans le Programme d'Assainissement des 10 Villes. Autant dire que les belles perspectives s'annoncent pour les bénéficiaires. L'accès aux services d'assainissement sera une réalité pour des milliers d'habitants de la Cité religieuse. Les séances d'IEC contribueront à l'appropriation des bonnes pratiques d'hygiène. Ces ouvrages vont prévenir les pollutions des nappes puisque le dépotage ne se fera plus comme auparavant. Les eaux usées non traitées ne seront pas déversées aux abords des habitations. L'Etat va engager les travaux de pose de 52.097 ml de réseau d'assainissement, de 37.128700 ml de tuyau PVC DN 160 pour les branchements, la réalisation de 657 regards de visite en béton armé, de 5.148 branchements sociaux à l'égout et de 03 stations de pompage des eaux usées, la construc-



tion d'une station d'épuration de type lagunage et de 50 édicules scolaires. En somme pour l'assainissement des eaux usées de Touba, 13.442.322.425 F CFA seront injectés pour la réalisation des ouvrages qui auront des impacts sur le quotidien des populations de Touba Mosquée, Daroul Rahmane, Darou Salam, Marché Khar Yalla, Boukhatoul Moubaraca, Al Azar, Daroul Tanzil, Dianatoul Mahwa, Halimoul, Dianatoul Nahim, Darou Khoudoss Sud, Khaïra, Ndingy Abdou, Darou Khoudoss Nord, Daroul Miname, Darou Marnane et l'Université.



EVACUATION DES EAUX PLUVIALES ET DES EAUX USEES

Les nouveaux ouvrages transforment le cadre de vie aux Parcelles Assainies

Les impacts des inondations et les contraintes liées à l'évacuation des eaux usées s'amenuisent aux Unités 24 et 25 des Parcelles Assainies. Les ouvrages construits par les autorités

épargnent des maisons et des mosquées des inondations. Au cours de ces dernières années, les investissements ont été à la hauteur des attentes des populations.





RUBRIQUE ACTUALITÉ



Le Directeur Général de l'ONAS et ses techniciens étaient entrés à l'Unité 24 et 25, la tête haute le mercredi 7 mars 2018. Ils étaient accueillis par des habitants soulagés. Le sentiment de satisfaction a été transmis par des personnes qui ont vécu les pires moments durant les inondations. Sur les ouvrages enfouis, les notables et les imams saluent les efforts de l'Etat et louent le sens élevé du service public des agents de l'ONAS. Il y a quelques années, après la pluie, l'Unité 24 plongeait dans le mauvais temps. « Quand il pleuvait, les maisons aux abords de ce point bas peuvent rester jusqu'à 48 heures inondées. Aujourd'hui, nous remercions Dieu, car quelques heures après les pluies, si le dispositif est mis en marche, les eaux sont évacuées », témoigne l'imam de la mosquée de l'Unité 24, Moustapha Amar. La parole d'un religieux fait foi. L'utilité des ouvrages sort de leur bouche pour la postérité. Les témoignages ressortaient d'un devoir moral plus que religieux à cette occasion. Au milieu de la foule un homme remonte le fil de mémoire pour tenter d'évaluer les coûts d'évacuation des eaux pluviales. « Chaque année, nous dépensons au moins 700.000 FCFA pour l'achat du carburant. Nous avons même acheté 5 pompes. Depuis 2017, nous avons constaté des améliorations », a-t-il rapporté devant le Directeur Général de l'ONAS, Monsieur Lansana Gagny SAKHO, et le Maire des Parcelles-Assainies, Monsieur Moussa SY. Les ouvrages d'un coût de 800 millions de francs Cfa sont visibles dans plusieurs unités des Parcelles Unies. Ici, personne ne sous-es-

time leur importance. Mais tous n'accordent pas l'attention qui sied à leur entretien, à leur maintenance. Le chantier de l'éveil de conscience est en friche. La mairie travaille à élever le niveau de prise de conscience. « Il faut reconnaître que les autorités ont beaucoup fait en termes de construction des ouvrages. La situation a beaucoup évolué. L'Etat a beaucoup investi, mais ce sont les populations qui doivent s'engager dans la préservation des ouvrages. Nous devons cesser d'y mettre des déchets ou des eaux usées », a plaidé le Maire Monsieur Moussa SY.

Une volonté politique

Comme à l'Unité 24, l'esplanade de la mosquée ne prend plus les allures d'une mare intérieure. Le comité de gestion de la Mosquée a confirmé que les contraintes d'évacuation des eaux pluviales et des eaux usées sont dépassées.

« Ces ouvrages traduisent en actes concrets la volonté des autorités de résoudre le problème des inondations aux Parcelles Assainies, notamment à l'Unité 25 », a admis le président du Comité de gestion de la Grande mosquée de l'Unité 25, Monsieur Ibrahima NDONG. La page du passé angoissant est tournée. L'avenir peut se dessiner sous de nouveaux traits, mais il faudra bien que les habitants, de façon consensuelle, ne transforment pas le réseau d'évacuation des eaux usées ou pluviales en dépotoirs d'ordures. « Nous devons travailler à faire comprendre davantage aux habitants de l'Unité 25 que ces ouvrages n'ont pas la vocation d'être des réceptacles de déchets. Nous devons veiller à leur préservation », a prêché le président du Comité de gestion de la Mosquée de l'Unité 25 des Parcelles-Assainies. Le délégué de quartier Monsieur Amadou BA a abondé dans le même sens. La part de responsabilité des bénéficiaires est identifiée. La mairie et l'ONAS sont convenus d'aller plus loin dans la préservation des ouvrages. « Nous allons mettre en place un comité de veille. Il s'occupera de la sensibilisation pour la préservation des ouvrages parce qu'avant tout ce sont les populations qui sont les premières bénéficiaires », a argumenté le maire des Parcelles Assainies. Depuis quelques années, cette agglomération a bénéficié de lourds investissements. « Nous avons reçu les doléances des populations. Nous allons les examiner et élaborer ensuite un plan d'actions pour essayer dans la mesure du possible, de les prendre en charge dans le temps », a assuré le Directeur Général de l'ONAS.





RUBRIQUE ACTUALITÉ

ASSAINISSEMENT

Le privé jouera un rôle moteur dans la chaîne de valeur de l'assainissement autonome

L'Office National de l'Assainissement du Sénégal (ONAS) et Speak Up Africa ont organisé le 01 mars 2018, à l'hôtel Radisson Blu une table ronde sur « l'assainissement autonome et la délégation de service public : quelle approche pour atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD)? ». Les intervenants ont discuté sur le financement durable de l'assainissement autonome et sur les modalités d'implication soutenue du secteur privé.

Les lignes bougent dans le secteur de l'assainissement. Les pistes de changement ont été esquissées au cours d'une rencontre axée sur : « Assainissement autonome et délégation de service public : quelle approche pour atteindre les objectifs de développement durable ? ». Cette rencontre a servi d'espace de proposition de solutions et d'options de transformation du secteur. Les nouvelles orientations laissent une place de choix aux opérateurs privés. « Nous allons renforcer le secteur privé. Ce sont les opérateurs privés qui doivent s'occuper de la valorisation des sous-produits de l'assainissement », souligne avec force le Directeur général de l'Office National de l'Assainissement du Sénégal (ONAS), Monsieur Lansana GAGNY SAKHO. La délégation de la gestion des stations de traitement des boues de vidange a permis de réduire les charges d'exploitation, alors que pour les stations encore gérées par l'ONAS, les pertes sont estimées à environ une dizaine de millions de Francs CFA. Ce sont autant de raisons qui fondent la pertinence d'encourager les opérateurs privés à gérer ces infrastructures. « Une chose est de construire des infrastructures, une autre est d'assurer leur durabilité. Les privés qui gèrent les stations versent de l'argent à l'ONAS alors que nous dépensons pour les stations qui sont sous notre responsabilité », souligne le Directeur Général de l'ONAS. Pour lui, l'atteinte de l'Objec-



tif de Développement Durable (ODD 6) lié à l'assainissement passe par des changements en profondeur. C'est dans cette perspective que l'ONAS va se concentrer sur son cœur de métier, il mettra en place une politique de suivi et de contrôle de l'exploitation des ouvrages, de programmation des investissements, de suivi financier du sous-secteur. « Nous allons vers des contrats de performance », a révélé le Directeur général de l'ONAS. Pour sa part le Directeur de l'Assainissement, Monsieur Ababacar MBAYE a affirmé que le Programme de Structuration des Marchés de Boues de Vidange a valu des satisfactions à l'ONAS, et au Sénégal à travers les innovations technologiques implantées. En tout état de cause, les opérateurs privés sont en phase avec les nouvelles orientations de l'ONAS. Auparavant le Directeur du Programme de Structuration du Marché des Boues de Vidange a présenté les résultats de ce programme pilote « De 250.000 mètres cubes de boues déposées on est à 700.000 mètres cubes. Nous devons valoriser ces boues », a préconisé Monsieur Mouhamadou GUEYE. Il est essentiellement ressorti de

cet atelier que l'investissement du secteur privé dans l'assainissement autonome est un élément déterminant pour l'atteinte de l'ODD 6, car l'Etat, à lui seul, ne dispose pas des moyens financiers et techniques pour y parvenir. Cette option est incontournable pour d'une part assurer la durabilité des ouvrages et d'autre part offrir aux usagers un service de qualité. Cette approche nécessite une implication des partenaires techniques et financiers et un appui financier et organisationnel du secteur privé. Comme souligné par le Directeur général de l'ONAS « Nous devons plus parler de secteur privé mais de partenaires ». La vision de l'ONAS consiste à faire une délégation de service de l'assainissement tout le long de la chaîne de valeur assainissement en confiant des périmètres de délégation à des acteurs du secteur privé financièrement rentable. Ces acteurs du secteur privé à travers la Directrice générale de Delta SA se sont engagés à « appliquer la vision de l'ONAS, et souhaitent être impliqués sur toute la chaîne de valeur du secteur de l'assainissement : de la gestion domiciliaire à la valorisation des sous-produits issus de l'assainissement. »



RUBRIQUE ACTUALITE

ASSAINISSEMENT ET GESTION DES EAUX USEES A LOUGA

Les ouvrages de lutte contre les inondations livrés avant l'hivernage

La commune de Louga sera dotée d'ouvrages de traitement des eaux usées et d'évacuation des eaux pluviales dans le cadre du Projet des dix villes. Le volet lutte contre les inondations devrait être achevé avant le début de l'hivernage. C'est ce qui est ressorti d'une visite effectuée par le Directeur Général de l'ONAS.

Le Directeur Général de l'ONAS Monsieur Lansana Gagny SAKHO avait effectué une visite de chantier dans la commune de Louga. Partout où il était passé, le niveau d'exécution était satisfaisant. Les ouvriers sont à pied d'œuvre. Les engins tournent. Les ouvrages sortent de terre. « Ce que j'ai vu me rassure », a commenté le Directeur de l'Office National de l'Assainissement du Sénégal (ONAS). Les étapes sont rythmées par des échanges avec les techniciens et les populations. Ces dernières auront droit aux services d'assainissement. Le coût des ouvrages s'élève à plusieurs milliards de francs CFA. « Avec ces ouvrages qui vont coû-

ter 5 milliards FCFA, Louga ne devrait plus connaître des problèmes d'assainissement », a assuré M. Sakho qui s'est félicité du niveau d'exécution des travaux. Si tout se passe comme prévu, le volet inondation du programme sera bouclé avant le prochain hivernage. L'autre bonne nouvelle, c'est la gratuité des branchements sociaux qui seront réalisés durant la phase d'exécution du projet. « L'idée épouse la volonté du Président de la République, Son Excellence, Macky SALL de faciliter l'accès de tous à un meilleur cadre de vie. Quatre quartiers sont concernés, à savoir Keur Serigne Louga Est, Montagne Sud, Montagne Nord et Keur Serigne Louga Nord », a rapporté Monsieur SAKHO. Il est aussi inscrit dans le cadre du projet, la réhabilitation et le renforcement des infrastructures existantes. En plus de 1500 branchements sociaux à l'égout, une station de pompage et une station de traitement de boues de vidange d'une capacité de 50 m³ par jour seront construites. L'adjoint au maire de Louga, Monsieur Mor SYLLA a saisi

cette occasion pour remercier vivement le Président de la République, Son Excellence, Macky SALL. « Ces ouvrages sont la matérialisation d'une vision, celle d'un Président de la République qui a compris les enjeux liés à l'assainissement et au cadre de vie », s'est exprimé l'Adjoint au Maire de Louga. « Nous ne trouvons pas les mots justes pour remercier le Président SALL et l'ONAS », a ajouté Monsieur Mor SYLLA. Le délégué de quartier de Touba Séras, Monsieur Galaye LAYANE a abondé dans le même sens. Au nom des populations de Louga, il a adressé ses vifs remerciements au DG de l'ONAS et aux autorités publiques. Rappelons que Touba Séras était souvent confronté à des problèmes d'évacuation des eaux usées. Ce quartier vivait sous la hantise des inondations chaque année. « Ces ouvrages viennent à l'heure. C'est une vieille doléance qui est en passe d'être résolue », a reconnu Monsieur Galaye LAYANE. Le DG Lansana Gagny SAKHO peut compter sur lui pour soutenir le projet, a-t-il assuré.





SUR LEAL DE L'ONAS



TRAITEMENT DES EAUX USEES PAR LA SOBOA

L'ONAS salue la construction d'une usine d'un coût 1,3 milliard de francs CFA

Le Directeur Général de l'Office National de l'Assainissement du Sénégal (ONAS), Monsieur Lansana Gagny SAKHO a salué la mise en place d'une usine de traitement des eaux usées par la Société de brasserie de l'Afrique de l'ouest (Soboa). C'était le vendredi 16 février 2018 en présence du Ministre de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises, Moustapha Diop.

La Société de Brasserie de l'Afrique de l'Ouest (SOBOA) a construit une usine de traitement des eaux usées pour un coût de 1,3 milliard de francs Cfa. Elle a été inaugurée par le Ministre de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises, Monsieur Moustapha DIOP. L'usine composée de plusieurs compartiments est le signe extérieur du souci de préservation de notre environnement et des écosystèmes de la Baie de Hann. Ce lourd investissement est la preuve selon

le Ministre, Monsieur Moustapha Diop que l'entreprise ne se soucie pas uniquement de sa rentabilité financière. « Cette usine prouve que les objectifs de la SOBOA, ce n'est pas seulement l'amélioration de sa production, cela atteste qu'elle se préoccupe de la préservation de l'environnement et de la préservation du cadre de vie des Sénégalais », a affirmé le Ministre de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises. Selon ce dernier, le choix stratégique de la SOBOA est en phase avec le PSE. « Le Président de la République, son Excellence, Macky Sall veut une production industrielle de qualité respectueuse de l'environnement », a rappelé le Ministre de l'Industrie. Pour sa part le Directeur Général de l'Office National de l'Assainissement du Sénégal (ONAS), Monsieur Lansana Gagny SAKHO a apprécié la mise en place d'une usine de traitement des eaux usées par la SOBOA. La mise

en place d'une usine de prétraitement cadre avec le Projet de la Dépollution de la Baie de Hann. Dans le cadre de ce projet, il est attendu des entreprises de procéder au prétraitement avant tout rejet. « Je pense que la Soboa va servir d'exemple aux industries qui sont sur la Baie de Hann. Il faut que les industries fassent un traitement primaire pour que nous ayons les effets recherchés avec le projet de dépollution de la Baie de Hann », a salué M. Sakho. La société ne produit presque pas de rejets pollués. Avec ce complexe, son indice de pollution sera presque néant « Cette station qui a été mise en service en 2017 nous permet de retraiter l'intégralité des eaux usées de l'usine qui sont ensuite acheminées dans les caniveaux entraînant zéro pollution. Le coût de cette station a été d'environ 1,3 milliard de francs Cfa », a rapporté le Directeur Général de la SOBOA, Monsieur Damien Baron.



SUR LE PAL DE L'ONAS

JOURNÉE MONDIALE DE LA FEMME

L'ANFO au chevet des malades de l'Institut Curie de l'Hôpital Aristide Le Dantec

Le geste de l'Association Nationale des Femmes de l'Office National de l'Assainissement du Sénégal (ANFO) est plein de symbolisme. Elles ont célébré la Journée de la Femme aux côtés d'autres malades de l'Institut Curie de l'Hôpital Aristide Le Dantec. L'Association a donné un appui financier à une vingtaine de femmes malades. «A l'instar de la communauté internationale, nous n'avons pas voulu rester en rade. C'est ce qui fait que nous avons prévu avec l'appui de la Direction Générale de faire un don à l'Institut Curie de l'Hôpital Aristide Le Dantec où sont hospitalisées des femmes pour des pathologies cancéreuses», dit une des responsables de l'Association. Les femmes de l'ONAS ont pensé à

ces femmes malades qui dépensent beaucoup pour leurs traitements. La prise en charge médicale du cancer n'est pas à la portée de toutes les bourses. « Ce sont des femmes qui traversent des périodes très difficiles et de par cette action, nous venons leur manifester notre soutien. Nous sommes de tout cœur avec elles », confesse Mme Boucal qui a ajouté : « nous voulons faire plus financièrement et au niveau matériel. Nous avons prévu de soutenir une vingtaine de femmes en remettant une enveloppe à chacune ». La vice-présidente de l'Association, Madame Léna Sène Ndour a remercié le Directeur Général de l'ONAS, Monsieur Lansana Gagny SAKHO pour son soutien.





SUR LEAL DE L'ONAS

JOURNÉE MONDIALE DE L'EAU L'ANFO célèbre les bonnes pratiques à la Cité Bissap

L'Association des Femmes de l'Office National de l'Assainissement du Sénégal a mené une séance de sensibilisation invitant leurs camarades de la Cité Bissap à s'impliquer dans la préservation des ouvrages d'assainissement. C'était à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de l'eau.

L'Association des Femmes de l'Office National de l'Assainissement du Sénégal n'a pas été en reste de la célébration de la Journée Mondiale de l'eau. Les femmes de l'ONAS étaient à la Cité Bissap. L'Association a sensibilisé les femmes à cultiver des comportements qui n'impactent pas le fonctionnement des ouvrages. Leur discours rejette la transformation des canalisations en lit de déchets solides. « Un système d'assainissement est conçu pour recevoir uniquement les eaux domestiques. Ce n'est pas pour l'évacuation des déchets solides », précise la Vice-Présidente de l'Association, Madame Madjiguène Guèye DATT.

C'était un bon lieu pour s'adresser aux citoyens d'autant plus qu'à la Cité Bissap, l'obstruction des canalisations était monnaie courante. Ce constat a été évoqué par la Vice-Présidente au cours de la cérémonie de célébration de la Journée Mondiale de l'Eau, le 22 mars 2018. En plus de la préoccupation du colmatage, le vol des plaques des regards a été l'autre sujet abordé. A cet effet, Madame Madjiguène Guèye DATT a invité leurs camarades à se mobiliser contre ces pratiques inciviques qui engendrent d'autres conséquences



negatives y compris au plan sanitaire. Les cibles de ces messages ne sont pas restées insensibles. Par la voix de leur porte-parole, Madame Adja Coumba SY, elles ont approuvé le choix de leur quartier parmi tant d'autres. Madame Adja Coumba SY a apprécié les impacts des ouvrages. « Nous étions obligées de débours

pour curer nos fosses. Aujourd'hui, si l'ONAS nous offre gratuitement ce service, nous ne pouvons que nous en féliciter », s'est exprimée, Madame Adja Coumba SY. Elle et ses camarades ont reçu des produits détergents offerts par l'Association des Femmes de l'Office National de l'Assainissement du Sénégal.



L'assainissement pour un meilleur cadre de vie

*Siège Social : Cité TP Som n°4 - Hann - BP 13428 Grand-Yoff, Dakar, Sénégal
Tél : (221) 33 859 35 35 - Fax : (221) 33 832 35 31 - Numéro Orange : 81 800 10 12
E-mail : onas@orange.sn - Site web : www.onas.sn*